

LA CRISE CORÉENNE

«... Une vérité essentielle... saute aux yeux. Les forces armées de la République populaire de Chine poursuivent leur invasion de la Corée... Nous estimons qu'il ne plane pas l'ombre d'un doute sur cette participation persistante à l'agression et nous croyons que l'action du Gouvernement du peuple de Chine, dans cette affaire, a été moralement mauvaise... et que les Nations Unies ne peuvent fermer les yeux devant un pareil défi aux principes mêmes sur lesquels repose l'Organisation... L'accueil réservé par le Gouvernement de Pékin aux efforts que nous avons tentés jusqu'ici (pour trouver une solution pacifique et honorable au conflit coréen) a été suffisant pour nous faire perdre patience à tous. Néanmoins, nous sommes prêts à laisser la porte ouverte à d'autres négociations, pour peu que la République populaire de Chine nous donne lieu de compter sur un heureux dénouement de ces négociations... »

C'est en ces termes que le Ministre des Affaires extérieures du Canada, M. L. B. Pearson, exposait la situation, le 26 janvier, à Lake Success, au cours du dernier débat de la Commission des questions politiques sur les efforts tentés par les Nations Unies pour amener une suspension d'armes en Corée. Le problème dont la Commission était saisie menaçait sérieusement de rompre l'unité du monde libre en face de la crise coréenne qui durait déjà depuis sept mois. En somme, il s'agissait de savoir s'il fallait essayer encore une fois de négocier un règlement avec le régime communiste chinois, ou (comme le préconisaient les États-Unis) déclarer officiellement que ce régime participait à l'agression en Corée, tout en laissant la porte ouverte à des négociations éventuelles. Ainsi que le notait le numéro de janvier d'*Affaires extérieures*, les premiers efforts du Comité créé en décembre pour trouver une base satisfaisante de trêve en Corée et pour présenter de nouvelles recommandations à l'Assemblée générale, ont subi un échec complet auprès du Gouvernement communiste chinois. L'Assemblée générale fut mise au courant de cet échec le 3 janvier, et l'on fit alors observer qu'en dépit de toutes ses tentatives pour mettre fin aux hostilités, le Comité de trêve avait été « incapable de poursuivre les pourparlers en vue d'un arrangement satisfaisant ».

Dans sa déclaration du 26 janvier, M. Pearson faisait les observations suivantes au sujet des premières tentatives du Comité de trêve:

Si (ce) premier effort a échoué, c'est que les propositions de trêve que nous avons formulées n'ont pas même été examinées par le Gouvernement de Pékin... Il va sans dire que nous aurions pu mieux expliquer nos objectifs au Gouvernement de Pékin si son représentant, qui était alors à New-York, avait bien voulu rencontrer le comité et coopérer avec lui. Mais Pékin lui avait dit d'observer à notre endroit une attitude excluant toute coopération et toute action positive, parce que notre groupe était illégalement constitué...

On peut attribuer au refus du Gouvernement de Pékin de coopérer aux premières démarches destinées à réaliser la trêve une raison plus valable: la prétendue crainte d'être entraîné dans un accord de trêve qui serait suivi, non seulement d'une discussion des questions d'Extrême-Orient où il aurait participé mais aussi d'une nouvelle offensive des Nations Unies en Corée. Nos protestations de trêve lui semblaient dissimuler un piège. Nous avons admis la possibilité d'une crainte et d'un malentendu véritables à ce sujet et nous avons tâché de dissiper cette crainte et ce malentendu en donnant, le 19 décembre, de nouvelles assurances à Pékin. Cependant, tout ce que nous avons fait pour dissiper un malentendu possible a été sommairement repoussé par le télégramme que Pékin adressait le 21 décembre au président de l'Assemblée générale.

Rapport du Comité de trêve

Dans les circonstances, le Comité de trêve a été forcé de conclure dans son premier rapport, en date du 3 janvier, qu'aucune recommandation utile ne saurait être formulée pour l'instant au sujet d'une suspension d'armes. Néanmoins, en présentant le rapport, sir Benegal Rau (Inde) a souligné qu'en dépit de ce premier échec,